



SNRT SA, Capital social 507.558.000,00 Drihams - Siège social : 1, Rue El Brihi - Rabat 10.000 - Maroc
Tél. : +212(0) 537 68 51 00 - 537 68 52 00 - Fax : +212 (0) 537 72 20 47
RC : 60485 - TP : 25197490 - I.F : 330497 - ICE : 000211903000067
Site Web : www.snrt.ma

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

N° 26AOM/SNRT/2022

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises nationales (PME)

Le **13/09/2022 à 11:00 heures**, il sera procédé dans les bureaux de la SNRT, 1 Rue EL Brihi Rabat au 4ème étage, salle des réunions au bâtiment, sis à Angle rues Youssef Ibn Tachfine et Assafi, Rabat, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour : **Désherbage des sites de la SNRT.**

- ✓ Le dossier d'appel d'offres peut être retiré gratuitement :
 - Au Secrétariat de la Direction des Achats de la SNRT (2ème étage).
 - Par téléchargement gratuit sur le portail de dématérialisation des appels d'offres de la SNRT <https://ao.snrt.ma/> et le portail marocain des marchés public <https://www.marchespublics.gov.ma/pmmp/>
- ✓ Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **5 000,00 DHS**
- ✓ L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à :
266 400,00 DHS TTC
- ✓ Une visite des lieux est prévue le :
 - 03/08/2022 à 11 h au Centre SNRT -TEMARA.
 - 03/08/2022 à 15 h au Centre SNRT -ZAER.
 - 04/08/2022 à 11 h au Centre AIN-CHOCK (CASABLNACA).
- ✓ Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions du règlement de consultation. Les concurrents peuvent :
 - Soit déposer contre récépissé leurs plis au secrétariat de la direction des achats de la SNRT
 - Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité
 - Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- ✓ Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par **l'article 4** du règlement de la consultation.

ROYAUME DU MAROC
SOCIÉTÉ NATIONALE DE
RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION



الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
 ⵜⴰⵎⴰⵔⵜ ⵜⴰⵏⵔⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⵔⴰⵏⵜ ⵜⴰⵣⵣⵓⵢⵜ ⵜⴰⵎⴰⵔⵜ
 Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° 26AOM/SNRT/2022

POUR

Désherbage des sites de la SNRT

Dossier de Consultation de l'appel d'offres :

- Règlement de la consultation
- Cahier des prescriptions spéciales
- Bordereaux des prix

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises nationales
(PME)

ROYAUME DU MAROC
SOCIETE NATIONALE DE
RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION



الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴻⵔⴰⵢⵜ ⵜⴰⵔⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⴻⵔⴰⵢⵜ
Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° AOM/SNRT/2022

POUR

Désherbage des sites de la SNRT

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix ayant pour objet : **Désherbage des sites de la SNRT.**

Il a été établi en vertu des dispositions de **règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT approuvé par le conseil d'administration le 05/04/2019** fixant les conditions et les formes de passation des marchés de la société ainsi que certaines dispositions relatives à leur contrôle et à leur gestion.

Le règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT approuvé par le conseil d'administration le 05/04/2019 est disponible pour téléchargement sur le portail de la SNRT www.snrt.ma.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services précité : toute disposition contraire au règlement précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du règlement précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est la SNRT représentée par **la Direction du Patrimoine et Moyens Généraux.**

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

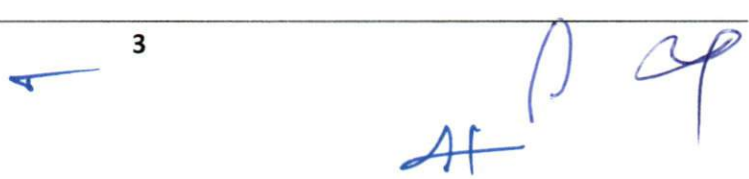
Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement précité ;

1-Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement, les personnes physiques ou morales, qui :

- justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes.

2-Ne sont pas admises à participer aux appels d'offres :

- les personnes en liquidation judiciaire ;
- les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement précité.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation des marchés.



**ARTICLE 4 : LISTE DES PIÈCES JUSTIFIANT LES CAPACITÉS ET LES QUALITÉS
DES CONCURRENTS ET PIÈCES COMPLÉMENTAIRES**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du règlement précité,

I- Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et éventuellement un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a- une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du règlement précité.
- b- l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c- pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 140 du règlement précité ;

2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement précité, , les pièces à produire conformément à l'article 25 du règlement précité et à l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 3011-13 du 24 hijra 1434 (30 octobre 2013) portant application de l'article 139 du règlement précité :

a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent mentionnant que la société est gérée ou administrée par les personnes physiques qui sont les propriétaires, copropriétaires ou actionnaires. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

b- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

c- une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la CNSS justifiant que l'effectif employé ne dépasse pas **200 (deux cent)**

Handwritten signatures and initials are present at the bottom of the page, including a large 'A' and 'D' followed by 'CP'.

personnes et certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du règlement précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

- d- le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;
- e- l'attestation mentionnant le chiffre d'affaires ou l'attestation du bilan annuel délivrée par la Direction générale des Impôts

B. Le dossier technique:

- une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

ARTICLE 5 : OFFRE FINANCIÈRE

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité, L'offre financière comprend :

- a- **l'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

- b- **Le bordereau des prix.**

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a- copie de l'avis d'appel d'offres ;
- b- un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c- le modèle de l'acte d'engagement ;
- d- le modèle du bordereau des prix;
- e- le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- f- le présent règlement de consultation.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 paragraphe 7 du règlement précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Les modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du règlement précité. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le portail de la Société et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 8 : MODE DE JUGEMENT

Le présent appel d'offres concerne le marché lancé sur la base de **lot unique**.

ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau indiqué dans l'avis d'appel d'offres dès la parution de ce dernier dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du règlement précités et jusqu'à la date limite de remise des offres.

Les dossiers d'appel d'offres sont téléchargeables à partir du portail de dématérialisation des marchés publics de la SNRT : <https://ao.snrt.ma> et le portail marocain des marchés public <https://www.marchespublics.gov.ma/pmmp/>.

Il est remis gratuitement aux concurrents.

ARTICLE 10: INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 22 du règlement précité ; Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax N°05 37 70 50 21 confirmé ou par voie

électronique à partir du portail de dématérialisation des marchés publics de la SNRT : <https://ao.snrt.ma> ou le portail marocain des marchés public <https://www.marchespublics.gov.ma/pmmp> de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Visite des lieux : Une visite des lieux sera organisé **le jour et heure précis dans l'annonce de cet A.O**, pour prendre connaissance des difficultés liées à l'exécution de ces prestations.

Conformément à l'article 23 du règlement précité, les concurrents qui n'ont pas participé à la visite des lieux ne sont pas admis à élever de réclamation sur le déroulement de la visite des lieux tels que relatés dans le procès-verbal qui leur a été communiqué ou mis à leur disposition par le maître d'ouvrage.

Lieu de la visite : Les locaux de la SNRT à TEMARA, ZAER et CASABLANCA (Ain Chock).

ARTICLE 11 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du règlement précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé
- Un dossier administratif précité (Cf. article 4.A ci-dessus) ;
- Un dossier technique précité (Cf. article 4.B ci-dessus) ;
- Une offre financière précitée (Cf. article 5 ci-dessus) ;

Conformément aux dispositions de l'article 29 du règlement précité ;

1- Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- l'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la

commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis".

2- Ce pli contient deux enveloppes :

- A) la première enveloppe contient **les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales** paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**";
- B) **la deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "offre financière".

Les enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- le nom et l'adresse du concurrent ;
- l'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement précité ;

Les plis sont, au choix des concurrents :

- 1- soit déposés, contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans l'avis d'appel d'offres ;
- 2- soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité.
- 3- soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis ;

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

À leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du règlement précité. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis doivent rester fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du règlement précité.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 13 : RETRAIT DES PLIS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement précité ;

Tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixée pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage. La date et l'heure du retrait sont

enregistrées par le maître d'ouvrage sur le registre spécial visé à l'article 19 du règlement précité.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions prévues à l'article 31 du règlement précité

ARTICLE 14 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 33 du règlement précité ;

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 15 : DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'OUVERTURE DES PLIS, D'EXAMEN ET D'APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS :

La procédure d'ouverture des plis, d'examen, et d'appréciation des capacités des concurrents s'effectueront conformément aux dispositions prévues aux articles 36, 39,38, 40,41 et 42 du règlement précité.

ARTICLE 16 : EXAMEN DES OFFRES FINANCIÈRES DES CONCURRENTS

Conformément à dispositions prévues aux articles 39,40 et 41 du règlement précité.

ARTICLE 17 : MONNAIE DE L'OFFRE ET LA LANGUE UTILISEE

1. Monnaie de l'offre

Les montants des offres doivent être exprimés en dirham marocain.

2. Langue utilisée

Le présent appel d'offres est rédigé en français qui sera la langue faisant foi pour toute question relative à son exécution ou à son interprétation.

Les documents, rapports à produire et les communications à faire par le prestataire doivent être produites en français.

ARTICLE 18 : RESULTAT DE L'APPEL D'OFFRES- REDACTION DES MARCHES

Conformément aux dispositions de l'article 44 du règlement précité ;

1- Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre doit lui être adressée dans un délai qui ne peut dépasser cinq (05) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette lettre est accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les éléments ayant été à l'origine de l'élimination des concurrents sont conservés par le maître d'ouvrage pendant un délai de cinq ans au minimum, à l'exception de l'original du récépissé du cautionnement provisoire ou de l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu qui sont restitués dans un délai de cinq (5) jours à compter de la date d'achèvement des travaux de la commission.

S'agissant des échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation et de recours prévu à l'article 152 du règlement précité, auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

2- Aucun concurrent ne peut prétendre à indemnité si son offre n'a pas été acceptée.

3- Le choix arrêté par la commission d'appel d'offres ne peut être modifié par l'autorité compétente.

Le représentant du maître d'ouvrage :

Société Nationale
de Radiodiffusion et de Télévision
Mustapha BACHETTOU
Chef de Service Sécurité et Maintenance
des Locaux

Le prestataire (lu et accepté) :

Société Nationale
de Radiodiffusion et de Télévision
Directeur Adjoint Chargé des bâtiments
et des infrastructures
Mourad EL KHATTABI
Société Nationale
de Radiodiffusion et de Télévision
Abdellah EL KHATTABI
Directeur du Patrimoine et des
Moyens Généraux

La direction des achats :

Société Nationale
de Radiodiffusion et de Télévision
Kamal TOUJH

Directeur Des Achats

ROYAUME DU MAROC
SOCIÉTÉ NATIONALE DE
RADIODIFFUSION ET DE TÉLÉVISION



الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
ⵜⴰⴳⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵏⴷⴰⵢⵜ ⵜⴰⵖⵔⴰⵢⵜ ⵜⴰⵎⴰⵔⵓⵏⵜ
Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° AOM/SNRT/2022

POUR

Désherbage des sites de la SNRT

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises nationales (PME)

Partie Administrative

APPEL D'OFFRES OUVERT N°26 AOM / SNRT / 2022**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

En application des dispositions de l'article 17 du **règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT approuvé par le conseil d'administration le 05/04/2019.**

ENTRE

La Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision représentée par le Président Directeur Général ou son délégué, agissant au nom et pour le compte de la SNRT.

D'UNE PART**ET****1. Cas d'une personne morale :**

La sociétéAu capital social de.....

Sise à

Représentée par MR.....agissant en qualité de ... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Taxe professionnelle

Inscrit au R.C sous le n°

Affiliée à la C.N.S.S sous le n°

Identifiant fiscal n°

ICE N°.....

Faisant élection de domicile à

Titulaire du compte n°Ouvert auprès de

Désignée ci-après par le terme "**Prestataire**"

2. Cas de personne physique

MRTitulaire de la carte d'identité nationale n°

Agissant en son nom et pour son propre compte.

Inscrit au R.Csous le n°

Taxe professionnelle

Affilié à la CNSS sous n°

Faisant élection de domicile à

Titulaire du compte n°Ouvert auprès de.....

Désigné ci-après par le terme « **PRESTATAIRE**»**Cas d'un groupement :****Groupement Conjoint /Solidaire constitué par les membres suivants :****Membre 1 :**

La sociétéAu capital social de.....

Sise àreprésentée par MR.....

Agissant en qualité de en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Taxe professionnelle

Inscrit au R.C sous le n°

Affiliée à la C.N.S.S sous le n°

Identifiant fiscal n°

ICE N°.....

Faisant élection de domicile à

Titulaire du compte n° Ouvert auprès de

Membre 2 : (Servir les renseignements le concernant)

Qui s'obligent (conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement) et désignent la société représentée par Mr..... (prénom, nom) en sa qualité de en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de la réalisation des prestations

D'AUTRE PART**Il a été arrêté et convenu ce qui suit :**

Section 1 : GENERALITES

Article 1 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Désherbage des sites de la SNRT**

Article 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est **la SNRT représentée par la Direction Du Patrimoine et Moyens Généraux.**

Article 3 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché, à sa date de conclusion, sont celles énumérées ci-après :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (C.P.S) ;
- Le bordereau des prix ;
- Cahiers des clauses administratives générales -Emo. (C.C.A.G.EMO) ;

Ces documents définissent les obligations du prestataire pour l'exécution du marché ; en cas de contradiction ou de différence entre eux, ils prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Article 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS POSTÉRIEURS

Les pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché comprennent :

- Les ordres de service.
- Les avenants éventuels.
- La décision prévue par l'article 36 du CCAG EMO, le cas échéant.

Article 5 : DOCUMENTS GÉNÉRAUX APPLICABLES AU MARCHÉ

Le titulaire du marché est soumis aux textes suivants :

- Le règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT.
- Dahir n° : 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 Février 2015) relatif au nantissement des marchés publics.
- Le décret n° 2.01.2332 du 22 rabii I 1423 (4 juin 2002) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre passés pour le compte de l'Etat ;
- Décret n°2-06-574 du 10 Hija 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée.
- Dahir du 12 Août 1913, formant Code des obligations et des contrats

- Dahir n° 1-02-188 du 12 jourmada I 1423 (23 juillet 2002) , Loi N° 53-00 Formant Charte De La Petite Et Moyenne Entreprise.
- Tous les textes applicables aux marchés de la SNRT à la date de remise des offres.

Le titulaire du marché s'engage à respecter en tous points la législation et la réglementation applicables ainsi que toute décision émanant d'une autorité et relative à ou ayant des conséquences sur l'exécution de ses obligations au titre du marché.

Le titulaire du marché sera responsable envers la SNRT de tout préjudice découlant de la méconnaissance d'une loi, d'un règlement ou d'une décision prise par une autorité. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

Article 6 : ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix sont établis en dirhams TTC.

Le montant total du bordereau des prix ainsi que celui de l'acte d'engagement doit faire apparaître le montant Hors Taxes le montant de la TVA et le montant TTC.

Article 7 : NATURE ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est passé à **prix unitaires**.

Les prix s'entendent **fermes et non révisables** et tiennent compte de tous les frais inhérents à l'exécution du marché.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

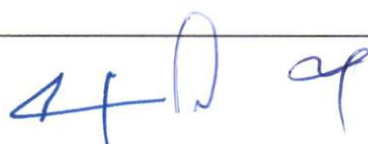
Article 8 : VALIDITE DU MARCHE

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après approbation par le Président Directeur Général de la SNRT ou son délégué.

Article 9 : ELECTION DU DOMICILE

Tout acte ou correspondance relatif au présent marché sera valablement adressé au domicile du prestataire sis à

En cas de changement de domicile, le prestataire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.



Article 10 : NANTISSEMENT

Le titulaire du marché pourra demander, s'il remplit les conditions requises, le bénéfice du régime institué par le dahir n°1-15-05 du 19 février 2015 portant la promulgation de la loi n° 112-13.

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé que :

1. La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par la direction Financière de la SNRT.
2. Le fonctionnaire chargé de fournir tant au titulaire du marché qu'aux bénéficiaires des nantissemements et états prévus à l'Article 8 du Dahir n°1-15-05 du 19 février 2015 portant la promulgation de la loi n° 112-13, est le Directeur des achats ou son suppléant.
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par l'autorité compétente de la SNRT, seule qualifiée pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
4. La SNRT délivrera au titulaire du marché sur sa demande et contre un récépissé un exemplaire ou copie conforme du marché.

Article 11 : COTRAITANCE (GROUPEMENT)

Si le marché est attribué à un groupement, les stipulations du présent article seront applicables.

Chaque membre du groupement a la qualité de cocontractant du Maître d'Ouvrage au titre du Marché.

En cas de défaillance du mandataire du groupement dans l'exercice de son mandat, les autres membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant.

Les notifications devant être effectuées par le Maître d'ouvrage seront faites auprès du mandataire du groupement.

a/ Groupement conjoint

Chaque membre du groupement n'est tenu d'exécuter que la partie qui lui est impartie conformément au bordereau des prix et n'a droit qu'au paiement du (des) prix correspondant (s) à ladite partie.

Le mandataire du groupement est, toutefois, solidaire de l'ensemble des membres du groupement et, à ce titre, il est tenu d'exécuter la totalité du marché en cas de défaillance du membre du groupement chargé de son exécution et ce jusqu'à prononciation de la réception définitive.

La SNRT se libérera des sommes dues par lui au titre du Marché en faisant donner crédit au(x) compte(s) bancaire(s) qui lui aura (auront) été communiqués à cet effet par le mandataire du groupement.

b/ Groupement solidaire

Les membres du groupement sont engagés solidairement vis-à-vis de la SNRT pour l'exécution du présent Marché, chaque membre du groupement étant ainsi engagé, à titre individuel, à l'égard de la SNRT pour l'exécution de la totalité du marché, et ce même en cas de défaillance de l'un des membres du groupement.

La SNRT se libérera des sommes dues au titre du Marché à chaque Titulaire en faisant donner crédit au compte bancaire qui lui aura été communiqué à cet effet par le mandataire du groupement.

Article 12 : SOUS-TRAITANCE

Le prestataire ne pourra sous-traiter tout ou une partie du marché avec une société agréée qu'après accord écrit du maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance, le prestataire doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous- traitants ;
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Lorsque le titulaire du marché envisage de sous-traiter une partie du marché, il est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en relation avec la sous-traitance.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

Article 13 : PIECES MISES A LA DISPOSITION DU PRESTATAIRE

Après la notification de l'approbation du marché, et après constitution du cautionnement définitif, le maître d'ouvrage remet gratuitement au fournisseur, contre décharge, une copie du marché.

Section II : EXECUTION

Article 14 : DELAI D'EXECUTION

Le prestataire devra exécuter et réaliser les prestations objet du marché dans un délai de :

02 mois (Deux mois).

Ce délai d'exécution court à partir de la date prévue par l'ordre de service prescrivant le commencement de l'exécution du marché.

ARTICLE 15 : LIEU D'EXECUTION

L'exécution du présent marché est prévue aux locaux de la SNRT à **TEMARA, ZAER et CASABLANCA.**

ARTICLE 16 : ENTITE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE

Le suivi de l'exécution du présent marché est confié à : **Direction adjointe Chargée des Bâtiments et Infrastructures.**

Section III : MODALITES DE REGLEMENT

Article 17: MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE

Les sommes dues au prestataire, en exécution du présent marché, seront versées sur production d'une facture au compte désigné à l'acte d'engagement n°(ouvert auprès de..... ..(la banque, la poste ou la trésorerie générale du Royaume).

Seules sont réglées les prestations prescrites par le présent cahier des prescriptions spéciales ou par ordre de service notifié par le maître d'ouvrage.

Chaque facture doit comporter :

- Le numéro et date de la facture
- La référence du marché
- Le montant HT de la facture
- Le Taux et montant de la TVA
- Le montant TTC de la facture (arrêté en chiffres et en lettres ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant)
- Le N° d'identifiant fiscal
- Le N° de la taxe professionnelle
- Le N° ICE
- Le N°CNSS
- Le N° compte bancaire

- La raison sociale et adresses exactes
- La signature et cachet du fournisseur.

Une version électronique de la facture pourra être déposée sur la plateforme de la SNRT : <https://e-facture.snrt.ma/> selon le planning suivant :

- Pour les factures relatives aux commandes supérieures à 1MDH : à partir du 1^{er} janvier 2022.
- Pour les factures relatives aux commandes supérieures à 0,2 MDH : à partir du 1^{er} juin 2022.

Article 18 : PENALITES DE RETARD

En cas de retard non imputable à la Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision, il sera appliqué au prestataire une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (1 pour mille) du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10% du montant initial du marché modifié ou complété éventuellement par des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des mesures coercitives conformément aux dispositions de l'article 42 du CCAG-EMO.

Section IV : RECEPTIONS ET GARANTIES

Article 19 : RECEPTION DEFINITIVE

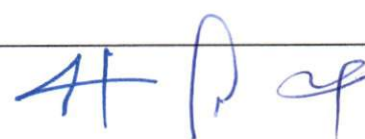
La réception définitive sera prononcée, après exécution des prestations objet du marché, par une commission désignée par le maître d'ouvrage à cet effet et composée entre autres d'un représentant de la Direction concernée.

Article 20 : RETENUE DE GARANTIE

Par dérogation au CCAG-EMO et compte tenu à la nature des prestations objet du présent appel d'offres, aucune retenue de garantie n'y est prévue.

Article 21: DELAI DE GARANTIE

Par dérogation au CCAG-EMO et compte tenu à la nature des prestations objet du présent appel d'offres, aucun délai de garantie n'est prévu



Article 22 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

CAUTIONNEMENT PROVISOIRE : 5 000,00 Dhs (Cinq Mille Dirhams).

Le cautionnement provisoire sera restitué :

- Aux soumissionnaires non retenus dès l'attribution du marché.
- Au titulaire du marché dès constitution du cautionnement définitif dans les 30 jours suivant la notification de l'approbation du marché, sous réserve de confiscation au-delà de ce délai, conformément à la réglementation en vigueur.

CAUTIONNEMENT DEFINITIF : Le cautionnement définitif doit être non périssable ne comprenant aucune date limite, il est fixé à 3% (trois pourcent) arrondi au dirham supérieur du montant du marché et doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché, sinon le cautionnement provisoire du contractant sera confisqué par la SNRT.

Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du prestataire jusqu'à la réception définitive.

Cette caution sera libérée suite à la demande du prestataire après la réception définitive contre mainlevée délivrée par la SNRT.

Section V : CLAUSES DIVERSES**ARTICLE 23 : ENREGISTREMENT DU MARCHE**

Le concurrent doit acquitter les droits auxquels peuvent donner lieu le timbre et l'enregistrement du marché, tel que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 24 : RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE

Le prestataire assume la responsabilité de ses prestations conformément aux normes en vigueur, aux usages de sa profession et aux dispositions de la loi, de la réglementation et de la jurisprudence en la matière. Il prend en outre la responsabilité des conséquences dommageables qui pourrait résulter de l'exécution défectueuse de ces prestations. Des pénalités peuvent être appliquées par la SNRT au prestataire à la conséquence du non-respect du Cahier des charges.

En cas de vol ou de détérioration de matériel dans les locaux de la SNRT, imputables aux agents du Les préposés, celui-ci sera tenu de dédommager le maître d'ouvrage.

Article 25 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le prestataire doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 20 du C.C.A.G-E.M.O.

Il est notamment tenu de contracter une assurance couvrant pendant toute la durée du marché, les risques inhérents à l'exécution des prestations, dont :

- Assurance pour maladie ou accident de travail.
- Assurance de la responsabilité civile à l'égard des tiers.

L'assurance de ces risques doit être souscrite et gérée par une entreprise d'assurance agréée par le ministère de l'économie et des finances pour pratiquer l'assurance desdits risques.

Le prestataire du marché doit avant de commencer l'exécution des prestations présenter au maître d'ouvrage l'attestation d'assurance couvrant ces risques.

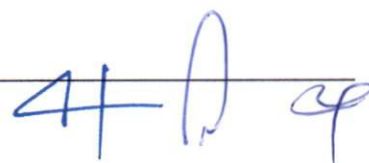
Article 26 : RESILIATION DU MARCHE

Tous les cas de résiliation prévus au Cahier des Clauses Administratives Générales EMO, seront applicables au présent marché.

Article 27 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

Si en cours de la réalisation du marché, des différends et litiges surviennent avec le prestataire, les parties s'engagent à régler celles-ci dans le cadre des stipulations des articles 52 à 55 CCAG-EMO.

Les litiges entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents.



Partie Technique

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent marché a pour objet : **Désherbage des sites de la SNRT**

ARTICLE 2 : RESPONSABILITE DU PRESTATAIRE

Le prestataire assume la responsabilité de ses prestations conformément aux normes en vigueur, aux usages de sa profession et aux dispositions de la loi, de la réglementation et de la jurisprudence en la matière. Il prend en outre la responsabilité des conséquences dommageables qui pourrait résulter de l'exécution défectueuse de ces prestations. Des pénalités peuvent être appliquées par la SNRT au prestataire à la conséquence du non-respect du Cahier des charges.

En cas de vol ou de détérioration de matériel dans les locaux de la SNRT, imputables aux agents du Les préposés, celui-ci sera tenu de dédommager le maître d'ouvrage.

ARTICLE 3 : TENUE DE TRAVAIL DES PREPOSES

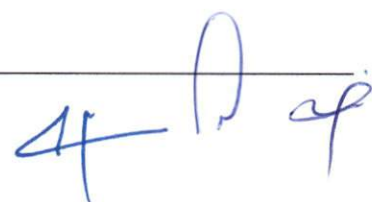
Le personnel du prestataire doit porter une tenue de travail (validée par le maître d'ouvrage) propre, correcte, identique et uniforme. L'insigne du titulaire doit être visible en postérieur.

ARTICLE 4 : DEFINITION DES PRIX

Prix n° 1 : Désherbage Centre Ain Chok Casablanca,

Cette opération consiste à la prestation de désherbage, débroussaillage des arbres, arbustes et plantes indigènes.

- Le désherbage manuel des espaces verts ;
- Désherbage systématique des massifs et jardinières par un sarclage ;
- Taille de toutes plantes gênant la bonne circulation (des véhicules ou des piétons) ;
- Taille des arbres et mauvaises herbes ;
- L'enlèvement des rameaux secs du bois mort ;
- La taille des arbustes et lianes grimpantes ;
- Dératisation, Désinsectisation, Déreptilisation de tous les locaux : contre les blattes, fourmis, guêpes, puces, punaises, les rats, souris, cafards, serpents.
- Nettoyage, ramassage et évacuation des déchets ;
- Evacuation à la décharge publique des végétaux fanés, des déchets et des détritits ;
- Entretenir l'ensemble des espaces verts.



Prix n° 2 : Désherbage Centre ZAER,

Cette opération consiste à la prestation de désherbage, débroussaillage des arbres, arbustes et plantes indigènes.

- Le désherbage manuel des espaces verts ;
- Désherbage systématique des massifs et jardinières par un sarclage ;
- Taille de toutes plantes gênant la bonne circulation (des véhicules ou des piétons) ;
- Taille des arbres et mauvaises herbes ;
- L'enlèvement des rameaux secs du bois mort ;
- La taille des arbustes et lianes grimpantes ;
- Dératisation, Désinsectisation, Déreptilisation de tous les locaux : contre les blattes, fourmis, guêpes, puces, punaises, les rats, souris, cafards, serpents.
- Nettoyage, ramassage et évacuation des déchets ;
- Evacuation à la décharge publique des végétaux fanés, des déchets et des détrituts ;
- Entretenir l'ensemble des espaces verts.

Prix n° 3 : Désherbage Centre TEMARA

Cette opération consiste à la prestation de désherbage, débroussaillage des arbres, arbustes et plantes indigènes.

- Le désherbage manuel des espaces verts ;
- Désherbage systématique des massifs et jardinières par un sarclage ;
- Taille de toutes plantes gênant la bonne circulation (des véhicules ou des piétons) ;
- Taille des arbres et mauvaises herbes ;
- L'enlèvement des rameaux secs du bois mort ;
- La taille des arbustes et lianes grimpantes ;
- Dératisation, Désinsectisation, Déreptilisation de tous les locaux : contre les blattes, fourmis, guêpes, puces, punaises, les rats, souris, cafards, serpents.
- Nettoyage, ramassage et évacuation des déchets ;
- Evacuation à la décharge publique des végétaux fanés, des déchets et des détrituts ;
- Entretenir l'ensemble des espaces verts.

ARTICLE 5: CONSISTANCE DES PRIX

DESIGNATIONS	Uté	Qté
Désherbage Centre Ain Chok Casablanca,	Ens	1
Désherbage Centre ZAER	Ens	1
Désherbage Centre TEMARA	Ens	1





الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
 +٢٠٠٧٥٠+ +٤٤٣٥٠+ ١ ٥٥٥٥٥٥٥ ٨ +٥٥٥٥٥٥٥٥
 Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision

Appel d'offres ouvert sur offres de prix N° AOM/SNRT/2022

Objet :

Désherbage des sites de la SNRT

LE REPRESENTANT DU MAITRE D'OUVRAGE :

LU ET ACCEPTE (le prestataire) :

Société Nationale
 de Radiodiffusion et de Télévision
 Mustapha BACHETTOU
 Chef de Service Sécurité et Maintenance
 des Locaux

Société Nationale
 de Radiodiffusion et de Télévision
 Directeur Adjoint Chargé des bâtiments
 et des infrastructures
 Mourad DAOUDI

Société Nationale
 de Radiodiffusion et de Télévision
 Abdellah EL KHATTABI
 Directeur du Patrimoine et des
 Moyens Généraux

**SOCIETE NATIONALE DE
RADIODIFFUSION ET DE TELEVISION**



الشركة الوطنية للإذاعة والتلفزة
+٥٤٠٢٥٢٥٠+ +٥٤٠٢٥٢٥٠+ | ٥٥٥٥٥٥٥٥ ٨ +٤٥٤٥٤٥٤٥٤
Société Nationale de Radiodiffusion et de Télévision

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

N° AOM/SNRT/2022

POUR

Désherbage des sites de la SNRT

Appel d'offres réservé aux petites et moyennes entreprises nationales
(PME)

- **Bordereaux des prix**

Bordereaux des prix

N°	DESIGNATIONS	Uté	Qté	P. U / HT	P.T / HT
1	Désherbage et nettoyage Centre Ain Chok Casablanca,	Ens	1		
2	Désherbage et nettoyage Centre ZAER	Ens	1		
3	Désherbage et nettoyage Centre TEMARA	Ens	1		
TOTAL / Hors TVA					
TVA 20%					
TOTAL / TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix à la somme de.....TTC (en lettres) :.....TTC



DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres n°AOM/SNRT/2022 du

Objet du marché :

A. Pour les personnes physiques : Je soussigné (prénom, nom et qualité)

Numéro de telnuméro du fax.....

Adresse électronique.....Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu.....

Affilié à la C.N.S.S. sous le n°.....

Inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n°.....

N° de patente.....

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR(RIB)

B. Pour les personnes morales : Je soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise).

Numéro de telnuméro du fax.....

Adresse électronique.....

Agissant au nom et pour le compte de(raison sociale et forme juridique de la Société).

Au capital de :

Adresse du siège social de la Société

Adresse du domicile élu

Affiliée à la C.N.S.S. sous le n°.....

Inscrite au registre du commerce(Localité) sous le n°.....

N° de patente

N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR(2)..... (RIB), en vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Déclare sur l'honneur :

1-M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle.

2-Que je remplis les conditions prévues à l'article 24 du règlement conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT

3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité. (1)

4-M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :

- m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT

- que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché ;

5-m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraudes ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passations, de gestion et d'exécution du présent marché.

6- m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusions du présent marché.

7-atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt.

8 -atteste que je remplis les conditions prévues par l'article premier du dahir n°1-02-188 du 12 jourada I 1423 (23juillet 2002) portant promulgation de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprises;

9- **Je certifie** l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournis dans mon dossier de candidature.

10-**Je reconnais** avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 142 du règlement relatif aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

(Signature et cachet du concurrent) Fait àle

(1) à supprimer le cas échéant/

(*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur

ACTE D'ENGAGEMENT

A- Partie réservée à la SNRT

Appel d'offres ouvert sur offres de prix n°AOM/SNRT/2022 du(1)

Objet du marché :

.....(1)

Passé en application des dispositions relatives aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT

Passé en application des dispositions relatives aux conditions d'acquisition des biens et des services de la SNRT

a) Pour les personnes physiques

Je (2), soussigné.....(prénom, nom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte (2) , adresse du domicile élu.....affilié à la CNSS sous le.....(3) inscrit au registre du commerce de..... (localité) sous le n°.....(3) n° de patente..... (3), n° ICE.....(3)

b) Pour les personnes morales

Je (2), soussigné.....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la société) au capital de.....adresse du siège social de la société.....adresse du domicile élu, affiliée à la CNSS sous le n°.....(3) et (4) inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°..... (3) et (4) n° de patente (3) et (4), n° ICE.....(3) et (4)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1-remets, revêtu (s) de ma signature (un bordereau des prix et détail estimatif ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de l'appel d'offres

2- m'engage à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établi moi même, lesquels font ressortir

- **montant hors T.V.A. : ,...(en lettres et en chiffres)**
- **taux de la T.V.A. :(en pourcentage)**
- **montant de la T.V.A. : (en lettres et en chiffres)**
- **montant T.V.A comprise (6): (en lettres et en chiffres)**

La SNRT se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte.....
.....à (la trésorerie générale, bancaire, ou postal) (5) ouvert à mon nom (ou au nom
de la société) à (localité) sous relevé d'identification bancaire (RIB)
numéro.....

Fait à..... Le
(Signature et cachet du concurrent)

(1) : indiquer le numéro , l'objet de l'appel d'offres et la date d'ouverture des plis

(2) : lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

a) mettre : « Nous, soussignés nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement, les rectifications grammaticales correspondantes)

b) ajouter l'alinéa suivant : « désignons, (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

c) préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.

(3) : Pour les concurrents non installés au Maroc , préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leurs pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

(4) : Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(5) : supprimer la mention inutile

(6) On entend par ' montant TVA comprise ' toutes taxes et charges comprises et impôts directs et indirects exigibles au Maroc y compris les droits et taxes de douanes et la TVA, les prix comprennent également tous les frais inhérents au transport, les frais de transit, d'assurance, d'acconage, de manutention et de magasinage du matériel importé